



Missions de diagnostic amiante et plomb pour l'école
nationale supérieure de la police (site de cannes-Ecluse)

Acheteur Public

**ENSP - Site de Cannes-Ecluse
49 rue Chaude
77130 CANNES-ECLUSE**

SOMMAIRE

1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

- 1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE
- 1.2 CADRE REGLEMENTAIRE
- 1.3 SOUS-TRAITANCE

2. CONTENU DES DIAGNOSTICS

- 2.1 DIAGNOSTIC PLOMB
- 2.2 DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION
- 2.3 MESURES D'EMPOUSSIEREMENT D'AMIANTE DANS L'AIR
- 2.4 DIAGNOSTIC AMIANTE ET HAP ENROBE AVANT TRAVAUX
- 2.5 DIAGNOSTICS AMIANTE DES PARTIES PRIVATIVES (DAPP)

3. CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS

- 3.1 GENERALITES
- 3.2 DELAIS

1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1. Objet de l'accord cadre

Le présent CCTP concerne un marché à bons de commande de type Accord-Cadre pour des prestations de repérage et cartographie avant travaux des matériaux contenant de l'amiante ainsi que la recherche de matériaux contenant du plomb.

Le diagnostic amiante a pour but de réaliser un rapport exhaustif et une cartographie des matériaux contenant de l'amiante avant travaux de réhabilitation, transformation, entretien ou démolition de bâtiments et voiries. Dans certains cas, le titulaire pourra également être appelé à intervenir pour l'identification de la présence de fibres d'amiante dans l'air.

Les interventions peuvent concerner toutes opérations afférentes aux **bâtiments du patrimoine de l'ENSP, site de Cannes-Ecluse**.

Le présent marché comprend également la réalisation de diagnostic amiante et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) avant travaux sur enrobés existants.

1.2. Cadre réglementaire

Le titulaire devra répondre aux exigences de l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et organismes de formation et d'accréditation des organismes de formation.

Il devra ainsi faire état d'une reconnaissance formelle de sa capacité dans le domaine par une accréditation délivrée par le Comité français d'accréditation **ou par tout autre organisme respectant les procédures édictées par la norme NF EN 45003** « système d'accréditation de laboratoires d'essais et d'étalonnage, prescriptions générales pour la gestion et la reconnaissance » et signataire de l'accord multilatéral dénommé « European Coopération for Accreditation of Laboratories ».

Le titulaire s'engage, pour l'exécution des missions à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau des qualifications que de la durée d'affectation.

Le titulaire garantit au maître d'ouvrage le respect de l'application conforme des décrets, arrêtés et normes en vigueur. Il s'engage à respecter les textes d'application relatifs à toute évolution de la réglementation en matière de repérage d'amiante et de plomb pendant la durée du marché.

Pour le diagnostic amiante

Le titulaire devra se conformer à l'ensemble de la réglementation et des normes en vigueur, notamment :

- l'arrêté du 6 mars 2013 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits
- l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- l'arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
- l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
- le décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations (RAT) et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- la norme A.F.N.O.R. NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – mission et méthodologie ;
- l'arrêté du 19 Août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis (Code de la santé publique) ;
- le décret N°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition amiante et arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, au contrôle du respect de la VLEP et aux conditions d'accréditation (Code du travail).

Pour le diagnostic plomb

Le titulaire devra, notamment, se conformer notamment aux prescriptions suivantes :

- La loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 et décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques professionnels.
- L'article L4121-2 du code du travail, L. 1334-6 et 7 du code de la santé publique et les articles L.271-4 à L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation ;

- Le décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique
- L'arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- L'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011
- L'arrêté du 12 mai 2009 relatif aux travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L 1334-2 du code de la santé publique
- L'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ;
- La norme NF X 46-030 « Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb »

1.3. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, moyennant l'application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement disposer de l'agrément correspondant à la mission confiée, être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 38 et 41 du C.C.A.G-FCS).

2. CONTENU DES DIAGNOSTICS

2.1. DIAGNOSTIC PLOMB

Ce diagnostic immobilier, réalisé avant travaux ou démolition, consiste à repérer des revêtements, matériaux ou des produits de la construction contenant du plomb. Cela permet de prévenir du risque d'exposition au plomb les entreprises et leurs collaborateurs qui interviendront sur le chantier contenant du plomb.

La prestation sera réalisée selon les modalités définies dans le cadre réglementaire en vigueur avec prise de mesures sur l'ensemble des matériaux concernés par la démolition ou les travaux.

Le titulaire établira un rapport et une cartographie à l'issue de sa visite.

Ce rapport devra inclure tous les résultats obtenus ainsi que les éléments inaccessibles susceptibles de contenir du plomb qui n'ont pu faire l'objet de mesures. La cartographie repérera sur plan toutes les surfaces contenant du plomb. L'attention du titulaire de l'Accord-Cadre est apportée sur l'importance de réaliser une cartographie de présence de peintures au plomb précise et exhaustive.

Le rapport sera diffusé sous format papier constitué d'un document unique comprenant la cartographie réalisée et sous format informatique composé d'un 1 seul fichier sous format PDF.

2.2. DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION

Pour le RAAT, l'Opérateur de Repérage doit être certifié avec « Mention », compétent pour réaliser la quantification d'amiante et formé « sous-section 4 ».

L'Opérateur de repérage recherchera toute l'amiante présente dans la partie concernée par les travaux, et cela sous toutes ses formes. Le résultat doit être exhaustif pour permettre un désamiantage complet ou des travaux sécurisés.

Le diagnostic doit permettre la réalisation du repérage complet des matériaux et produits contenant de l'amiante. Lors de cette phase le prestataire réalisera tous les sondages et prélèvements nécessaires à la réalisation complète du diagnostic amiante avant travaux. Tous les locaux devront avoir fait l'objet d'une visite et tous les sondages destructifs devront avoir été réalisés.

Dans le cadre du RAAT, le jugement personnel de l'OR ne peut jamais constituer à lui seul un critère permettant à l'OR de conclure à la présence ou l'absence d'amiante (le jugement personnel de l'OR reste autorisé dans le cadre de l'établissement des diagnostics imposés par le code de la sante public (DTA, DAPP...))

En cas de demande particulière d'intervention de sondages destructifs lourds sur des équipements ou partie de bâtiment le prestataire devra informer le maître d'ouvrage afin que soient étudiées les possibilités d'une intervention. Tous les sondages destructifs envisagés devront faire l'objet d'un repérage précis pour validation préalable par le représentant de l'ENSP.

Le titulaire du marché se doit de respecter notamment les articles R.4412-138 à 149 du code du travail. Il est notamment demandé, conformément à l'article R.4412-145, l'établissement d'un mode opératoire précisant les fréquences et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement ainsi que le descriptif des méthodes de travail et les moyens techniques mis en œuvre. Le titulaire du marché prévoira de transmettre une copie de ce mode opératoire au maître d'ouvrage lors de son envoi à l'inspection du travail.

Le prestataire devra se conformer aux exigences suivantes en matière de méthodologie de prélèvement ou aux textes réglementaires lorsqu'elles sont plus contraignantes :

- Le matériel de sondages et de prélèvements doit être choisi afin de limiter l'émission et la propagation des fibres (l'utilisation des outils rotatifs est à proscrire sans aspiration à la source avec une filtration absolue).
- Avant toute manipulation de MPSCA l'opérateur de repérage doit mettre en place :
 - o Une protection collective adaptée (par exemple : éloignement des personnes non protégées, condamnation des locaux, mise en place d'un système d'aspiration à la source à filtre absolu, d'un film protecteur afin de récupérer les résidus, etc.) ;

- Une protection individuelle (par exemple : protection respiratoire au moins de type P3, combinaison, lunettes, gants à usage unique, etc.).
- Tous les instruments non jetables utilisés lors d'un sondage ou d'un prélèvement doivent être nettoyés in situ avec précaution à l'aide de lingettes humides, d'eau savonneuse, etc. après chaque prélèvement effectué et à la fin de la mission de repérage ;
- Tous les éléments jetables (gants, masques, cartouches filtrantes, lingettes de nettoyage, etc.) doivent impérativement être conditionnés in situ dans un double emballage étanche.
- Dans le cadre de l'élimination réglementaire des déchets amiantés, le double emballage est transféré dans un sac double peau possédant le marquage Amiante réglementaire. Ce sac double peau est placé dans un sac type « Big- Bag » portant également le marquage réglementaire Amiante, avant d'être acheminé vers un traitement ou une mise en décharge par une société spécialisée en conformité avec la réglementation régissant les déchets amiantés.
- Au cours de son diagnostic amiante avant travaux, le titulaire du marché devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter d'émettre des fibres d'amiante dans les locaux et donc de contaminer le site.

Le titulaire établira un rapport et une cartographie à l'issue de chacune des visites. Un seul rapport (y compris cartographie) sera diffusé. Les rapports devront inclure une identification des matériaux contenant de l'amiante recensés ainsi que la liste des matériaux ou zones du bâtiment n'ayant pu faire l'objet d'un diagnostic.

Le rapport final de repérage devra comprendre l'ensemble des éléments stipulés dans l'arrêté du 26 juin 2013 et respecter la norme NFX 46-20.

En sus des éléments décrits ci-dessus, la cartographie décrira de manière très précise la localisation et l'étendue des matériaux amiantés présents. Chaque matériau amianté devra faire l'objet d'une légende spécifique distincte et appropriée. Les rapports devront comporter en annexe les fiches d'analyses du laboratoire.

Le rapport sera diffusé sous format papier constitué d'un document unique comprenant la cartographie réalisée et sous format informatique composé d'un 1 seul fichier sous format PDF.

2.3. MESURES D'EMPOUSSIEREMENT D'AMIANTE DANS L'AIR

Le titulaire sera susceptible d'être mobilisé pour la mesure d'amiante dans l'air pour l'identification de la présence de fibres d'amiante en suspension dans l'air, telle que définie dans les textes réglementaires du Code du travail et du Code de la santé publique.

Son intervention pourra notamment être prévue après des travaux de confinements ou de retrait ou toute intervention sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiantes. Il pourra également être mobilisé en phase d'étude ou en amont d'une opération en cas de présence d'un MPCA de la liste A.

Le titulaire proposera ainsi une stratégie d'échantillonnage au regard des caractéristiques de l'opération.

2.4. DIAGNOSTIC AMIANTE ET HAP ENROBE AVANT TRAVAUX

Les prestations consisteront à réaliser des prélèvements par carottage d'enrobé existant, puis à analyser ces prélèvements pour rechercher la présence éventuelle de fibres d'amiante ou de HAP.

Les différentes opérations prévues au marché sont les suivantes :

- Signalisation de chantier, demande d'arrêté et lancement des DICT
- Etablissement de la stratégie d'échantillonnage
- Amenée et repli du matériel de carottage
- Réalisation de carottage d'enrobés
- Analyse des carottes
- Établissement d'un rapport d'analyse.
- Remise en état des lieux après intervention

Conformément au Code du travail, le titulaire rédigera un mode opératoire décrivant la méthodologie propre à ses interventions et lui permettant de limiter la propagation des fibres d'amiante.

L'analyse des échantillons sera réalisée par un laboratoire agréé par le COFRAC (Comité Français d'accréditation) ou un organisme européen équivalent, pour la réalisation d'essais conformément à la norme NF X 43 050 du programme COFRAC 144 ou équivalent. Ce document décrit notamment les conditions de réception des échantillons et les informations minimales à consigner dans la fiche d'accompagnement.

Si l'analyse de la teneur en HAP s'avère positive, la titulaire doit prévenir **le Bureau des Affaires Immobilières de l'ENSP** et lui envoyer un devis de régularisation avec le prix d'analyse du taux de concentration, prix correspondant au BPU.

Après accord de **l'ENSP**, le titulaire devra établir en laboratoire les mesures de taux de concentration d'HAP contenu dans l'échantillon et le joindre dans son rapport d'analyse.

Une commande de régularisation sera alors envoyée au titulaire avec le montant correspondant au devis complémentaire précédemment envoyé par le titulaire.

A l'issue du diagnostic, un rapport sera établi par le titulaire, accompagné d'un plan du site de prélèvements sur lequel les carottages seront parfaitement repérés.

Sur ce rapport seront mentionnées toutes les mesures et analyses réalisées. La présence ou non d'amiante et ou d'HAP devra être parfaitement lisible.

Le titulaire devra joindre, si c'est le cas, dans son rapport le taux de concentration en HAP de l'échantillon. Le rapport sera diffusé sous format papier constitué d'un document unique comprenant la cartographie réalisée et sous format informatique composé d'un 1 seul fichier sous format PDF.

2.5. DIAGNOSTICS AMIANTE DES PARTIES PRIVATIVES (DAPP)

Le site de l'ENSP de CANNES-ECLUSE dispose de six bâtiments d'hébergement, et un logement de fonction.

Les logements destinés aux élèves sont de type F1.

Le titulaire sera susceptible d'être mobilisé pour la réalisation de DAPP, selon l'évolution de la classification de ces locaux.

3. CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS

3.1. GENERALITES

Les caractéristiques des opérations pourront varier, s'agissant notamment de la nature des travaux, de leurs caractéristiques, de leur localisation, de l'environnement du projet.

Ces éléments seront précisés au titulaire préalablement à l'établissement des devis. Selon les caractéristiques de l'opération, une visite des locaux pourra être organisée. Le titulaire pourra ainsi affiner sa méthodologie d'intervention et les délais.

L'attention du prestataire est attirée sur le fait qu'il est susceptible d'intervenir dans un site occupé, en fonctionnement. Les accès seront contrôlés. Il sera tenu au plus grand respect de la sécurité des personnes en intégrant des mesures et des procédures nécessaires et adaptées au site. Il veillera en particulier à respecter le fonctionnement du site et à la remise en état des zones d'intervention.

3.2. DELAIS

De manière générale, il sera demandé au titulaire une réactivité exemplaire.

Il est demandé **un délai de 48 heures** pour la remise de devis à réception d'une demande de l'ENSP.

A réception du bon de commande, le titulaire disposera de **15 jours ouvrés** pour effectuer sa mission, et remettre les rapports correspondants.

Dans le cas d'une demande d'intervention urgente, le titulaire devra être en mesure d'intervenir dans les 48 heures suivant l'émission du bon de commande.

L'ENSP conserve seule l'entière faculté, sur conseil ou non du titulaire, pour déterminer le caractère urgent d'une intervention.

Tout retard sur ces délais pourrait entraîner l'application de pénalités, dans les conditions fixées au CCAP.